LA CLASSE POLITIQUE TOTALEMENT ABSENTE CET ÉTÉ

«Do not disturb !»*

Comme à son habitude, le pouvoir exécutif a profité de la saison estivale et de l'intersession parlementaire pour faire passer un maximum de mesures par voie d'ordonnance. De leur côté, les partis politiques — toutes tendances confondues — préfèrent se mettre en mode veille.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - On l'aura compris, pour les partis politiques, les vacances, c'est sacré. Toutes les activités ont été gelées depuis le début de la saison estivale. En fait, l'année politique semble être calée sur le calendrier parlementaire. Tout s'est donc arrêté le 11 juillet avec la clôture de la session parlementaire de printemps. Pourtant, de son côté, le gouvernement n'a pas chômé.

En l'espace de deux semaines, l'Exécutif a adopté des mesures qui vont totalement bouleverser la vie des Algériens. A commencer par le week-end semi-universel qui entrera en vigueur le 14 août. Très peu de partis politiques ont réagi spontanément à cette décision à travers des communiqués.

Certains ont préféré parler dans le micro tendu par la presse tandis que d'autres sont restés muets.

A l'exception du Front des forces socialistes et du Rassemblement pour la culture et la démocratie, toutes les formations qui ont réagi ont tenu à saluer l'initiative. Cette mesure a finalement fait l'objet d'un texte d'application portant l'intitulé suivant : «Décret exécutif n°97-59 déterminant l'aménagement et la répartition des horaires de travail à l'intérieur de la semaine dans le secteur des institutions et administrations publiques.»

L'intersession parlementaire est également l'occasion pour le président de légiférer par ordonnance. Une exception qui est devenu une tradition sous l'ère Bouteflika.

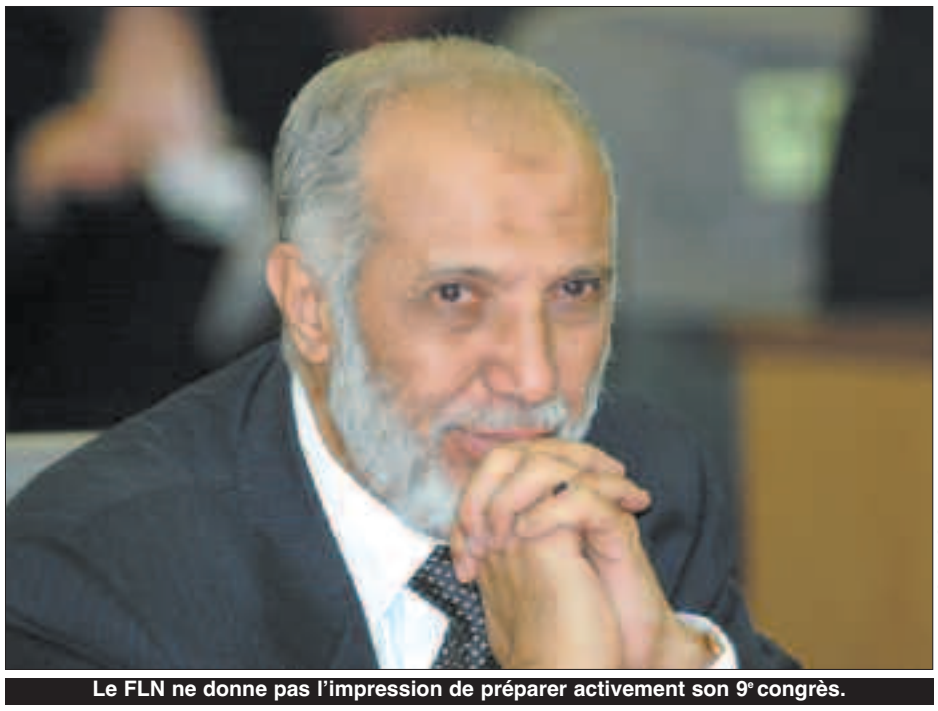


Photo : Samir Sid

Le FLN ne donne pas l'impression de préparer activement son 9e congrès.

Cet été, les Algériens ont eu droit à une loi de finances complémentaire très particulière. Ainsi, depuis la publication de ce texte au Journal officiel, les Algériens ne pourront plus acheter de véhicules grâce aux prêts bancaires.

Le gouvernement a décidé tout simplement d'interdire les crédits à la consommation. Une mesure inique prise par des personnes qui roulent aux frais du contribuable. L'ordonnance présidentielle portant loi de finances complémentaire de l'année 2009 comporte également une décision éminemment politique : le recul sur l'obligation des sociétés commerciales étrangères de céder 30% de leur capital à un partenaire algérien.

Le gouvernement algérien a finalement opté pour la prudence en annulant l'effet rétroactif imposé initialement à cette mesure.

Ne cherchez pas de réaction du côté de la classe politique, elle est aux abonnés absents. Jusqu'à aujourd'hui, aucune voix ne s'est élevée pour réagir à ces deux mesures. Rien.

Cette absence des partis politique se confirme aussi sur le plan interne.

Théoriquement, l'été devrait être la saison durant laquelle sont élaborées les stratégies à mettre en œuvre au courant de l'année.

A titre d'exemple, le Front de libération nationale, qui doit tenir son 9e congrès ordinaire au cours du premier trimestre de l'année prochaine, ne donne pas l'impression de se préparer activement à cette importante échéance.

Les seules activités de la direction de ce parti se limitent à tenter de minimiser la portée de la crise qui secoue ses structures.

Et en attendant la rentrée sociale et l'ouverture de la session parlementaire d'automne, ce qu'il reste de la classe politique aura tout le loisir de se reposer.

T. H.

*** Ne pas déranger**

BÉJAÏA

Situation explosive à Taourirt Ighil

Depuis une quinzaine de jours, il couve une situation explosive dans la commune montagneuse de Taourirt Ighil où une rencontre de football s'est tragiquement transformée en une véritable bataille rangée entre un groupe de citoyens de deux villages de ladite municipalité, provoquant plusieurs blessés et des dégâts matériels considérables.

Amar Amoura et Kamel Tiab respectivement porte-parole et membre d'une coordination des villages de Taourirt Ighil accompagnés de Zahir Zerka, un élu indépendant de la même municipalité, qui sont revenus sur ces incidents hier lors d'un point de presse, ont ouvertement pointé du doigt l'exécutif communal à leur tête le maire à qui est imputée «l'entière responsabilité des événements» par les conférenciers.

«Au moment où une sortie de crise se profile dans la commune grâce à la dynamique de développement déclenchée par le wali en prêtant une oreille attentive aux doléances des citoyens à travers une reprise en main des différentes infrastructures, mairie, école, etc., l'exécutif communal s'affiche par une volonté néfaste de répandre haine et sabotage», accuse d'emblée Amar Amoura qui intervenait en qualité de porte-parole de la coordination des villages de Taourirt Ighil.

Interpellant sur sa lancée la première autorité de la wilaya pour mettre un terme à ce qu'il qualifie de «drame social et économique dans la commune», l'orateur n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour vilipender le P/APC à qui est reprochée aussi «une gestion tribale des affaires de sa cité». Pour conforter ses accusations, le représentant de la coordination des villages de Taourirt Ighil notera que «l'écrasante majorité des employés de la commune sont issus du village du maire».

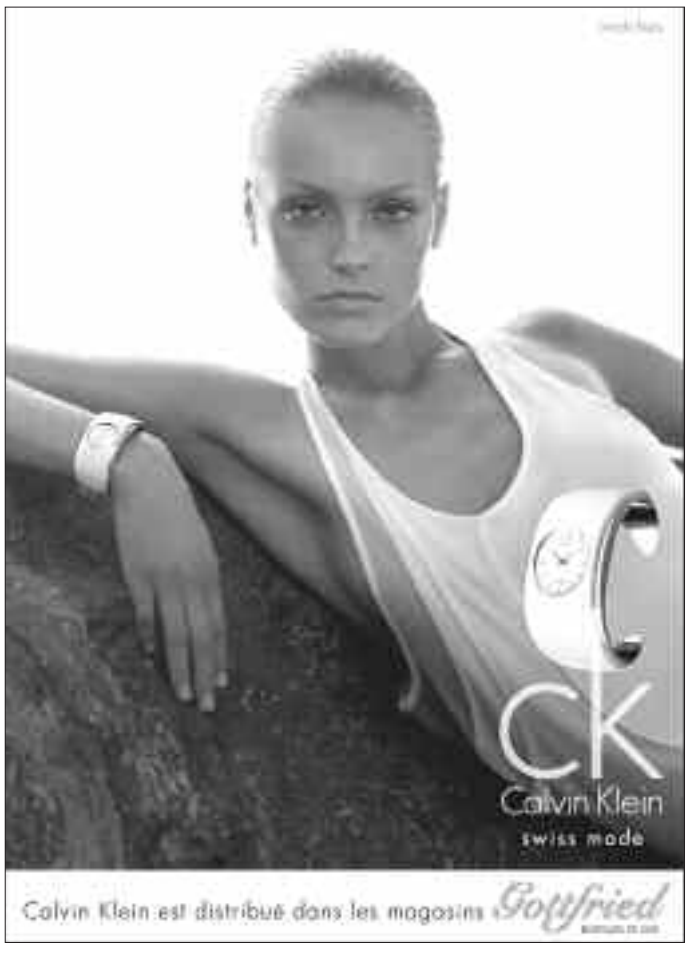
«L'APC est devenue un lieu où se propagent les idées véreuses et s'organise la violence qui s'exacerbe de jour en jour. L'exécutif communal, à leur tête le P/APC, distille un discours de haine et incitatif à la violence en montant des groupes de citoyens les uns contre les autres et les villages entre eux», assène dans la foulée Amar Amoura. Le chef de la daïra d'Adekar n'a pas également échappé aux vives critiques des conférenciers.

«Fuite en avant, laxisme et lenteur dans l'application des décisions et mesures prises par le wali lors des différentes réunions dans le cadre d'un plan de développement de la commune» ont été autant de griefs retenus à l'encontre du premier responsable de la daïra d'Adekar par les conférenciers qui revendiquent une commission d'enquête sur la gestion scandaleuse des affaires de la municipalité de Taourirt Ighil. Tout en réclamant les conclusions de la commission d'enquête installée par le wali de Béjaïa le mois de décembre 2008, les contestataires exigent «la mise sous l'autorité de l'administration de la gestion des affaires de la commune conformément à l'article 86 du code de wilaya pour éviter que la situation ne débouche sur l'irréparable» alerte-t-on.

Contacté par téléphone, le maire de Taourirt Ighil a réfuté toutes les accusations des contestataires.

«J'ai remarqué que les fâcheux incidents se sont produits dans la commune d'Adekar à l'occasion d'une rencontre de football. Je ne suis, de ce fait, aucunement responsable. Je tiens à préciser que l'instigateur des événements n'est autre que le frère même de Amar Amoura qui s'autoproclame responsable d'une coordination de comité de villages de ma commune. Farid Amoura fut l'un de mes adjoints à l'exécutif lors du mandat précédent avant que je ne décide de le remplacer. S'agissant de la coordination des comités de villages, est-elle réellement agréée pour agir au nom de la population comme cela se fait dans tous les Etats de droit.

On m'accuse de mauvaise gestion, s'ils ont des preuves de leurs affirmations, ils doivent s'adresser plutôt à la justice. Ces accusations sont diffamatoires et je me réserve le droit de les ester en justice, je travaille paisiblement avec tous les élus. Toutes les délibérations sont votées à l'écrasante majorité et même à l'unanimité des membres de notre assemblée cohérente et en parfaite harmonie conformément au code communal. Je suis le seul responsable de la commune et je n'admettrais jamais qu'on se substitue à la gestion des affaires de ma cité. Je demeure pour terminer à l'écoute de mes concitoyens soucieux de l'avenir de commune», a tenu à éclaircir le P/APC de Taourirt Ighil, Saâd Ali d'obédience FFS.

A. Kersani

Publicité